

14ème Congrès AFSP 2017 Montpellier

ST44

Participation Politique et Internet : Questions traditionnelles, nouveaux dispositifs de recherche et nouvelles données **Internet and Political Participation : Traditional Questions, New Research Devices and New Data**

Coresponsables :

Jean-Gabriel Contamin (Université de Lille, CERAPS), jean-gabriel.contamin@univ-lille2.fr

Olivier Paye (Université Saint-Louis-Bruxelles, CReSPo), olivier.paye@usaintlouis.be

Jean-Benoît Pilet (Université Libre de Bruxelles, CEVIPOL), jpilet@ulb.ac.be

Mots-clés : participation politique, internet, méthodologie, big data, mobilisation, engagement

Projet d'appel à communication (français)

Les études sur la participation politique ont mis en évidence depuis déjà longtemps une profonde différence entre le petit nombre qui participent beaucoup et la grande majorité des citoyens qui ne participent qu'à très peu d'activités politiques, et pas toujours selon des considérations elles-mêmes "politiques" (Gaxie, 1978 et 1993).

Toutefois, selon les tenants du paradigme de la mobilisation (« (new) mobilization ») (Hirzalla, van Zoonen et de Ridder, 2011), la baisse des coûts de participation, rendue possible par internet, aurait favorisé l'inclusion de nouveaux participants, notamment issus de groupes sociaux que des contraintes structurelles propres tenaient jusque-là éloignés des « formes instituées et temporellement circonscrites de la participation » (Wojcik, 2011). Des travaux empiriques, aux Etats-Unis mais aussi en Europe, mettent ainsi en évidence les effets réels – bien que modestes - d'internet sur la mobilisation de nouveaux participants (Boulianne, 2009; Christensen, 2011; Nam, 2012). Selon eux, non seulement les médias sociaux – comme YouTube, Twitter, Flickr, Facebook, Tumblr etc. – servent pour des activités politiques, mais aussi l'utilisation d'internet inciterait davantage à voter ou à participer politiquement, si bien que même le temps passé à “surfer tous azimuts” pourrait accroître l'activité politique (Margetts, 2015).

Pourtant, les conclusions de ces travaux demeurent contestées. Aux cyberenthousiastes des démocraties occidentales, s'opposent soit les tenants de la thèse de la “normalisation” (“normalization” ou “reinforcement”) (Margolis et Resnick, 2000; Schlozman et alii, 2010), selon lesquels la participation on-line serait surtout le fait d'individus qui participent déjà off-line (Bimber, 2001 ; Norris, 2003 ; Nielsen, 2006; Carlisle and Patton, 2013), soit ceux de la thèse de la “substitution” qui arguent que les nouvelles technologies pourraient nourrir le « clicktivism » (ou « slacktivism » : activisme « mou » ou « paresseux ») (Shulman, 2009;

Morozov, 2009) d'individus dont l'activité/activisme politique non-conventionnel(le) ne se concevrait et ne s'exprimerait plus que par internet (pétitions en lignes, groupes facebook, etc.) tant ils auraient renoncé à franchir le pas de l'activisme offline dont ils ne souhaiteraient pas supporter les coûts et risques (déplacement, exposition publique, répression policière, etc.). Pour ceux-ci, la fracture numérique en viendrait même à s'ajouter à la "fracture sociale", non seulement pour des raisons techniques, mais aussi et surtout pour des raisons cognitives. Les inégalités sociales et culturelles se retrouveraient distribuées désormais au sein même des pratiques en ligne, et notamment des pratiques politiques (Cardon, 2010).

La difficulté de conclure est, semble-t-il, pour partie liée au fait qu'on utilise des méthodes éprouvées pour étudier la participation politique hors ligne en vue d'analyser ce qu'il en est de la participation en ligne. A l'inverse, on pourrait supposer que l'émergence, la multiplication et la diversification des formes de participation politique en ligne (Facebook, twitter, instagram, youtube, forums de discussion, commentaires de sites, sites de pétition en ligne, plate-formes plus institutionnelles,...), tout comme les opportunités qu'ouvrent aux chercheurs la possibilité d'accéder à de nouvelles données massives, pourrait permettre de poser à nouveaux frais ces questions traditionnelles, à partir de données inédites et à partir de dispositifs méthodologiques eux-mêmes innovants.

C'est précisément autour de ce "pari" que cette section thématique est pensée. Elle vise à réunir des travaux empiriquement fondés qui, à partir de données nouvelles et/ou de méthodes nouvelles, réinterrogent cette question devenue traditionnelle de l'articulation entre "fracture sociale en matière de participation politique" ("participatory divide") et "fracture numérique" ("digital divide"). Les travaux interdisciplinaires seront particulièrement bienvenus ainsi que des études qui portent sur des terrains nationaux ou internationaux variés. La dimension éthique et juridique de ce type d'études, qui supposent de travailler des données personnelles parfois pour partie à l'insu de ceux et celles qui les produisent, sera aussi un des enjeux de la section thématique.

Cette section thématique prend enfin sens en fonction de sections homologues organisées lors des Congrès IPSA de Poznan et ECPR de Prague, dans l'optique de constituer une communauté de chercheurs autour de ces problématiques et de valoriser ces travaux dans un ouvrage ou un numéro de revue (plutôt en anglais).

Toute proposition à dimension empirique correspondant à ces perspectives sera examinée avec intérêt.

Projet d'appel à communication (anglais)

Studies on offline political participation have for a long time demonstrated a deep participatory divide between those participating a lot – a minority – and a vast majority of citizens taking part to very few political activities (Gaxie, 1978 and 1993).

However, according to proponents of the "(new) mobilization" paradigm ("(new) mobilization") (Hirzalla, van Zoonen and Ridder, 2011), the internet would have lowered the

threshold of participation and allowed new citizens to participate in political life. Empirical work in the US but also in Europe have highlight the real effects - although modest - that Internet has on the mobilization of new participants (Boulianne, 2009; Christensen, 2011; Nam, 2012). According to them, not only social media - such as YouTube, Twitter, Flickr, Facebook, Tumblr etc. - might be used for political purposes but also internet use would be an incentive to vote or to participate politically, so that even the time spent in "surfing" might increase political activity (Margetts, 2015).

Yet such findings remain unchallenged. Cyberenthusiast are criticized either by the proponents of the theory of the "normalization" (Margolis and Resnick, 2000; Schlozman et al, 2010), according to whom on-line participation would mostly be done by individuals already involved off-line (Bimber, 2001; Norris, 2003; Nielsen, 2006; Carlisle and Patton, 2013), and by the proponents of the thesis of the "substitution" who argue that new technologies could feed "clicktivism" (or "slacktivism": "soft" or "lazy" activism) (Shulman, 2009; Morozov, 2009) of individuals the political activism of whom would be only on line (via e-petitions, facebook groups, etc.). For them, the digital divide would even add to the "social fracture", not only for technical reasons, but mainly for cognitive reasons (Cardon, 2010).

The difficulty to conclude seems partly linked to the fact that methods used to study online participation are the same as methods already used to analyze offline participation. Conversely, one might assume that the emergence, multiplication and diversification of new modes of online political participation (Facebook, twitter, instagram, youtube, forums, site reviews, online petition sites, more institutional platforms, ...) as the provision of new large big data for research could help to deal with those traditional issues in new ways. Using new types of data or innovative methodological devices.

This thematic section will precisely deal with this perspective. It aims to gather empirically grounded studies which use new data and/or new methodological devices in order to address this now traditional issue of the relationship between "participatory divide" and "digital divide". Interdisciplinary work will be particularly welcome. Studies about varied national or international grounds also. The ethical and legal dimension of such studies, which may involve working on personal data sometimes partly without the knowledge of those who produce them, will also be one of the issues of the thematic section.

This thematic section responds also to counterparts sections organized at IPSA Congress in Poznan and at ECPR General Conference in Prague, with a view to establish a research community around these issues and to enhance those works in a book or a journal issue (rather in English).

Any proposal with empirical dimension corresponding to these prospects will be examined with interest.